



**COMPTE-RENDU DE L'AUDIENCE AVEC MME LA DÉPUTÉE
LE 1^{ER} MARS 2022**

Objet : Construction d'un centre de rétention administrative (CRA) sortie 13

Début de réunion : 16h fin 17h20

Présents : Mme Bérandère Couillard Députée, Mme Kenneth Bourienne attachée parlementaire.

Jean Claude Juzan : président du comité des quartiers du Monteil, Thierry Vedrenne: vice-président du comité du Monteil, Annie Castaing secrétaire du comité, Marie José Perreaud: présidente de l'ASL de Madran, Michel Laporte: président de l'ASL Monbalon 1.

Mme la Députée indique qu'elle a souhaité rencontrer les associations du quartier pour échanger avec elles sur la création du CRA sortie 13. Elle précise qu'elle est en contact avec Mme la Préfète et Mr le Ministre sur ce sujet.

Jean Claude Juzan: Nous avons appris la création du CRA sur notre quartier lors du conseil municipal du 8 février. Nous avons immédiatement réagi en faisant un communiqué que nous vous avons envoyé. Le 11 février nous avons rencontré un journaliste de Sud-Ouest sur le site. Nous avions prévu la présence de 5 ou 6 personnes, en réalité il y en avait 50, et de plus Mr le Maire passait par là pour distribuer un communiqué aux riverains, il s'est joint à nous. Nous avons convenu avec lui de demander une audience à Mme la préfète. Cette audience a eu lieu le 18 février, lors de laquelle Mr le Maire a fait une proposition d'installation du CRA sur un terrain constructible du Bioparc. Ce terrain est libre puisque le projet de construction d'espace temporaire d'insertion (ETI) a été abandonné. Mme la Préfète nous a indiqué qu'elle allait examiner cette proposition avec attention. Nous avons été étonnés d'apprendre dans la presse le soir même que le projet du CRA est maintenu aux abords de l'échangeur 13. Lundi 21 février, nous avons organisé une réunion publique qui a rassemblé plus de 300 personnes et nous avons noté la présence Mr le Maire qui est soutenir les habitants de notre quartier. Samedi 26 février nous avons organisé avec l'association des parents d'élèves un rassemblement sur le site. Aujourd'hui c'est plus de 1500 personnes qui nous soutiennent. Nous créerons demain 2 mars un collectif rassemblant plusieurs associations : les 3 comités des quartiers de Monteil, de France et environnant et 3M Bourgailh, les ASL de Madran, Monbalon, les Peupliers et la Clairière aux pins ; l'AIPE (association de parents d'élèves) ; une association d'anciens combattants ainsi que des individuels. Nous ne souhaitons pas de parti politique dans ce collectif. Le seul but est d'obtenir le déplacement du CRA sur un autre site. Nous cherchons à obtenir le soutien de tous nos élus qu'ils soient locaux, départementaux voir régionaux.

Nous sommes étonnés qu'une élue nationale comme vous, ne soit pas informée de ce projet. Vous êtes dans la majorité, le budget a été voté en 2019. En 2019 la presse évoquait un site sur le quartier de l'Alouette, puis silence. Mr le Maire est informé au moins depuis 2020.

Il n'est pas pensable de construire un CRA au milieu d'une zone pavillonnaire. Nulle part ailleurs le CRA est situé ainsi, ils sont tous près d'un aéroport ou d'un commissariat.

Nous avons proposé un terrain de la base 106 mais il y a eu un refus immédiat, ainsi que sur les terrains de l'aéroport.

Ce que nous attendons de vous Mme la Députée, c'est d'interroger le ministère de l'intérieur sur la localisation de ce centre et demander de la déplacer ainsi que d'informer tous les députés de la Gironde sur ce dossier. Si vous en êtes d'accord nous pouvons faire un communiqué commun.



Bérangère Couillard : J'ai découvert ce projet en octobre 2021 lors d'une discussion informelle en préfecture. Je trouve inadmissible de ne pas être informée en tant qu'élue nationale. Il n'est pas rare que les élus ne soient pas intégrés aux discussions lorsque le projet est déployé par la préfecture. Je me suis renseignée sur le déroulé du projet auprès du préfet délégué à la sécurité, il m'a indiqué que Mr le Maire est au courant depuis 2019. En mars 2020, il y a eu plusieurs propositions mais elles n'ont pas été retenues. En mars 2021 Mr le Maire a acté l'implantation du CRA sortie 13 avenue du Bourgaillh. Mme la Préfète a été surprise qu'il change de position dès que la population a été informée. Si vous n'avez pas la réponse qui a été faite suite à l'audience du 18 février, je vais vous la communiquer. Il faut savoir que c'est Mr le Maire qui est président du Bioparc et c'est lui qui a refusé l'implantation de l'ETI car cette zone est classée PME/PMI (réservée aux entreprises).

Il est vrai qu'on ne consulte pas la population sur chaque projet immobilier mais pour l'implantation d'un immeuble aussi spécial qu'un CRA c'est différent, il faut en parler avec les riverains.

Je partage l'avis des riverains qui apprennent le projet par hasard, il y a des craintes légitimes. J'en ai informé la préfecture. J'ai contacté Mr le Ministre de l'Intérieur, il m'a demandé de lui communiquer les détails de la situation. J'échange régulièrement avec son cabinet ainsi qu'avec les conseillers du président. Je ne souhaite pas qu'il y est des mouvements de contestation sur la création du CRA.

Jean Claude Juzan: La mobilisation est forte, nous sommes nous même surpris. Il est facile avec internet de savoir ce qu'est un CRA. Les maisons perdent de 30 à 40% de leur valeur, un syndic a même envoyé un courrier estimant que certaines maisons deviendraient invendables. Les habitants se sentent floués. On nous dit qu'au Bioparc la voirie aurait un coût trop élevé car il faut deux sorties en opposé. Au niveau de la sortie 13, il faut refaire toute une partie de la voirie et de plus une sortie serait créée sur la rue Cicéron. On parle d'une construction R+2, il n'y en a pas dans ce secteur. Nous sommes inquiets du calendrier qui prévoit les décisions en 2022 et la construction en 2023/2024. On ne peut pas avoir un langage en conseil municipal puis un autre quelques jours après, la population ne comprend pas.

Bérangère Couillard : Si Mr le Maire avait été opposé à ce projet il aurait informé pour avoir la réaction des habitants. Il n'a pas consulté. Quand on prône la démocratie participative ...

J'ai bien noté les préoccupations je vous soutiens au niveau du ministère et de la préfecture. Il n'est pas question de tenir les délais avancés, c'est inenvisageable, le processus c'est de discuter avec la population. Il faut que les échanges reprennent, on doit mettre tout le monde autour de la table et que vous exposiez vos arguments.

Jean Claude Juzan : Il faut mobiliser tout le monde pour que ce projet ne se réalise pas en ce lieu.

Bérangère Couillard : Mr le Préfet délégué explique bien les faits sur l'impossibilité de la construction du CRA au Bioparc.

Jean Claude Juzan: Nous savons que des ventes de pavillons se réalisent en ce moment, il n'y a aucune information. Comment ce fait-il que les notaires ne soient pas informés pour avertir leurs clients.

Marie José Perreaud : En effet ce mois-ci 6 pavillons se vendent à Madran, je signe pour DOMOFRANCE, je ne sais pas si je dois en parler.

Bérangère Couillard : C'est une aberration, aucun CRA ne se crée sans informer, si nous avions pu agir il y a deux ans, nous ne serions pas dans cette situation.



Michel Laporte : Mme la Préfète a-t-elle vu le terrain ?

Thierry Vedrenne : Si on regarde le plan cadastral on voit les deux lotissements et un espace vert. A Gradignan la prison est déplacée, ne peut-on pas utiliser le terrain libéré ?

Bérangère Couillard : Le terrain est récupéré pour en faire un espace vert.

Les habitants n'ont aucune image de ce que peut donner la construction du CRA. Il n'y aura pas d'accès à l'extérieur, on fait attention à l'architecture, ça ne ressemble pas à une prison. Il n'y a pas de famille de détenu autour du centre. J'ai visité l'actuel, c'est assez calme, mais des locaux en sous-sol sans lumière du jour, c'est indigne.

Thierry Vedrenne : C'est un lieu où il y a de la souffrance, dans le nouveau il y aura-t-il une promenade possible ?

Bérangère Couillard : A ce jour on n'a pas de plan des bâtiments ni de voirie.

Jean Claude Juzan : On nous dit ; pas de nuisances mais à minima il y aura une augmentation de la circulation. Ce n'est pas possible de l'implanter dans une zone pavillonnaire la vraie question est : Où peut-on implanter un CRA ? La fédération des quartiers siège en CMAP (Commission Mixte d'Avant-projet) on arrive à faire évoluer des dossiers et là on ne peut rien dire.

J'ai demandé qu'il y ait un référé préventif pour les maisons proches du chantier les mêmes ont déjà subi des dégâts lors des travaux sur la rocade.

Thierry Vedrenne : les habitants ont une impression de double peine, ils ont acheté leur habitation avant la réalisation de la rocade, ils ont subi l'élargissement de la même rocade et maintenant la construction du CRA. Il faut comprendre que l'inquiétude est réelle.

Michel Laporte : Ce terrain n'est pas un terrain vague, on y vit, les enfants y jouent, c'est le passage vers les écoles, le lycée et le bois du Bourgailh. Si la piste cyclable est déviée dans la rue Cicéron ça change tout.

Thierry Vedrenne : Ce dossier sort maintenant grâce aux appels d'offres lancés, les associations ont été informées et en ont parlé, sinon nous l'aurions su en juillet 2022 après les élections. Si le maire en avait parlé au début de sa mandature c'était différent.

Bérangère Couillard : Je suis venue vers vous, je me dois d'ouvrir la concertation. J'ai dit à Mme la Préfète si Mr le Maire ne parle pas, il faut avertir la population, cet établissement n'est pas anodin. Et je ne vous dis pas ça parce qu'il y a les élections.

Il est vrai qu'il y a peu de terrain disponible mais ce n'est pas pour cela que la sortie 13 c'est adéquat.

Jean Claude Juzan : Pour le terrain de la base 106, je trouve que nous avons eu une réponse trop rapide rien n'a été étudié.

Thierry Vedrenne : Mr le Maire dit qu'on peut échanger des terrains avec la métropole.

Bérangère Couillard : Il faut regarder toutes les possibilités mais sur le terrain du Bioparc PMI PME on ne peut pas y construire autre chose.



Michel Laporte : Un habitant demande une étude de la biodiversité à Monbalon, on lui répond que c'est trop coûteux, où qu'il faut argumenter précisément. Est-ce que l'étude de biodiversité est faite partout ?

Bérangère Couillard: Il n'y a pas d'obligation sur un terrain de moins d'un hectare.

Thierry Vedrenne : nous comptons sur vous pour faire des courriers au ministère et aux députés.

Bérangère Couillard : J'ai préparé un courrier pour le ministère indiquant que sans concertation, ce projet n'est pas admissible. Je souhaite une réponse avec copie au conseiller du président. J'ai indiqué à Mr le Préfet délégué qu'en l'état ce projet ne peut pas démarrer, il faut ouvrir les discussions. Il faut cependant reconnaître que ce n'est pas à la préfecture de communiquer, ce doit être les élus locaux.

Jean Claude Juzan : Etes-vous d'accord pour qu'on fasse un communiqué commun ? Je vous propose de faire un projet que je vous envoie et nous le travaillons ensemble.

Bérangère Couillard : il est important de dire qu'on ouvre les discussions, compte tenu des délais il y a des difficultés à faire reculer ce projet. Il ne faut pas dire on n'en veut pas et c'est tout, il faut ouvrir le dialogue.

Jean Claude Juzan : Nous sommes d'accord, il faut que le dialogue ait lieu. Demain 2 mars nous créons un collectif pour que tout le monde soit représenté.

Lors de la réunion publique sur les pistes de l'aéroport, une personne a demandé à Mr le Maire s'il allait organiser une réunion publique sur le CRA. Il a répondu pas avant juillet. (Pour rappel sur les échéances ce sera après l'étude des offres?)

Bérangère Couillard : On peut parler des projets en cours même en période électorale. Je prends acte que Mr le Maire soutient le collectif, il a changé d'avis.

Nous n'avons même pas une ébauche du projet. Quand je vais sur les lieux, j'ai du mal à imaginer qu'un CRA puisse être construit ici.

Thierry Vedrenne : Que vont devenir les buttes de terre qui protègent les habitations du bruit de la circulation ?

Jean Claude Juzan: Peut-on avoir une copie des courriers que vous allez envoyer ?

Bérangère Couillard : bien sûr, celui pour le ministère est prêt vous pouvez le lire.

Jean Claude Juzan: Je souhaite que votre opposition au projet soit marquée clairement.

Bérangère Couillard: Elle sera indiquée clairement dans le courrier.

Pessac le 2 Mars 2022

La Secrétaire du Comité des Quartiers du Monteil